

Avis n°18-123844

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <http://www.boamp.fr/avis/detail/18-123844/officiel>

Avis d'appel public à la concurrence

Département(s) de publication : **78, 91, 92, 93, 94, 95**

Annonce No **18-123844**

Services

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : Mairie des Clayes Sous Bois.

Correspondant : Mme le maire, place Charles de Gaulle 78340 Les Clayes-sous-Bois, courriel : reglementation@lesclayessousbois.fr adresse internet : <http://www.lesclayessousbois.fr/> .

Adresse internet du profil d'acheteur : <https://marchespublics-clayes-sous-bois.omnikles.com> .

Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur : Services généraux des administrations publiques.

Objet du marché : numéro de la consultation : 2018-21 Maintenance, entretien et controle des ascenseurs, monte-charges et appareils elevateurs de la Commune des Clayes-Sous-Bois.

Catégorie de services : 1.

CPV - Objet principal : 50750000

Objets supplémentaires : 42416000.

Lieu d'exécution : commune des Clayes-Sous-Bois Liste des appareils en annexe 1, 78340 Les Clayes-sous-Bois.

Code NUTS : -FR103.

L'avis implique un marché public.

Caractéristiques principales :

ce marché à pour objet pour objet, sur l'ensemble des ascenseurs, monte charges, appareils élévateurs verticaux pour personne à mobilité réduite et élévateur monte-charge non accompagné à usage particulier de l'ensemble des bâtiments communaux de la ville des Clayes Sous Bois, la mise en place des prestations suivantes : Entretien préventif, d'une manière générale, le titulaire s'engage à effectuer toutes les prestations nécessaires en vue du fonctionnement normal et permanent de ces installations, dans les conditions réglementaires de sécurité tout en respectant le niveau initial d'équipements et de performances de ces appareils avec obligation de résultat. Entretien correctif : -réparations et/ou

modifications d'installations existantes, -Installation de nouveaux dispositifs L'Ensemble de ces prestations correctives est effectué dans le cadre de bons de commande sur la base du BPU en annexe 2.

Forme de marché : ordinaire. Attribution d'un marché unique

Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) : marché conclu pour une période initiale de 12 mois, à compter du 01/11/2018 jusqu'au 31/10/2019. Nombre de périodes de reconduction fixé à 2, durée de chaque période de reconduction de 12 mois, et durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, de 36 mois.

Des variantes seront-elles prises en compte: oui. La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC : non.

Prestations divisées en lots : non.

Durée du marché ou délai d'exécution : 12 mois à compter de la notification du marché.

Cautionnement et garanties exigés : aucune clause de garantie financière prévue. Aucune garantie financière prévue en contrepartie du versement de l'avance.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : prestations réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires Prix révisibles annuellement. Avance de 5,0 % accordée dans les conditions prévues au contrat. Délai global de paiement des prestations de 30 jours.

Modalités de financement des prestations : Le marché est financé sur les fonds propres de la Ville.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : aucune forme de groupement imposée à l'attributaire du marché.

L'exécution du marché est soumise à d'autres conditions particulières : possibilité pour les candidats de proposer une durée de la période initiale sans dépasser la durée de la période initiale maximum ci-dessus.

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Conditions de participation :

Situation juridique - références requises : déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner; Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail;

Capacité économique et financière - références requises : déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles; Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels;

Référence professionnelle et capacité technique - références requises : déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années; Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat; Indication des techniciens ou des organismes techniques, qu'ils soient ou non intégrés au candidat, en particulier de ceux qui sont responsables du contrôle de la qualité; Indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du contrat;.

La prestation n'est pas réservée à une profession particulière.

Les personnes morales ne sont pas tenues d'indiquer les noms et qualifications professionnelles des membres du personnel chargé de la prestation.

Marché réservé : non.

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

- prix des prestations : 50 %;
- valeur technique : 50 %.

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : 10 octobre 2018, à 16 heures.

Délai minimum de validité des offres : 4 mois à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements :

Renseignements complémentaires : la transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur. La transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, clé usb...) est également autorisée. Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur. Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (Gmt+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré " hors délai " si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites prévues. Si un nouveau pli est envoyé par voie électronique par le même candidat, celui-ci annule et remplace le pli précédent. Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention " copie de sauvegarde ", ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : xls, doc, pdf, dxf, dwf, jpg, bmp, ppt, ods, odt. Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format Xades, Cades ou Pades. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat. Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le niveau (***) du RGS. Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Après attribution, l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier pour donner lieu

à la signature manuscrite du marché par les parties. Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats. Le candidat veillera à signer électroniquement l'enveloppe et chaque document qu'elle contient. Numéro de la consultation : 2018-21 Une visite sur site est obligatoire. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière. Les conditions de visites sont les suivantes : Les visites se font sur rendez-vous pris auprès du secrétariat des services techniques joignable au 01.30.79.38.81 ou par mail dst@lesclayessousbois.fr.

Le présent marché a un caractère périodique : oui

Conditions de remise des offres ou des candidatures :

la candidature peut être présentée soit sous la forme des formulaires Dc1 et Dc2 (disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr), soit sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen (Dume). La transmission des plis par voie papier est autorisée : Poste avec AR, Dépôt contre récépissé, Poste sans AR.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 5 septembre 2018.

Adresse à laquelle les offres/candidatures/projets/demandes de participation doivent être envoyés : Mairie des Clayes sous Bois Service Réglementation-Commande publique.

Correspondant : M. Gauffre Laurent, Responsable du service Réglementation-Commande publique, place Charles de Gaulle, 78340 Les Clayes-sous-Bois, , tél. : 01-30-79-38-52, , télécopieur : 01-30-79-38-79, , courriel : gauffre.laurent@lesclayessousbois.fr, adresse internet : <https://marchespublics-clayes-sous-bois.omnikles.com> .

Adresse auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus : Mairie des Clayes sous Bois Service Réglementation-Commande publique.

Correspondant : M. Gauffre Laurent, Responsable du service Réglementation-Commande publique, place Charles de Gaulle, 78340 Les Clayes-sous-Bois, , tél. : 01-30-79-38-52, , télécopieur : 01-30-79-38-79, , courriel : gauffre.laurent@lesclayessousbois.fr, adresse internet : <https://marchespublics-clayes-sous-bois.omnikles.com> .

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus : Mairie des Clayes sous Bois Service Réglementation-Commande publique.

Correspondant : M. Coursault Thierry, Responsable de la maintenance bâtiment, place Charles de Gaulle, 78340 Les Clayes-sous-Bois, , tél. : 01-30-79-38-78, , télécopieur : 01-30-79-38-79, , courriel : patrimoine@lesclayessousbois.fr, adresse internet : <https://marchespublics-clayes-sous-bois.omnikles.com> .

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif peuvent être obtenus : Mairie des Clayes sous Bois Service Réglementation-Commande publique.

Correspondant : M. Gauffre Laurent, Responsable du service Réglementation-Commande publique, place Charles de Gaulle, 78340 Les Clayes-sous-Bois, , tél. : 01-30-79-38-52, , télécopieur : 01-30-79-38-79, , courriel : gauffre.laurent@lesclayessousbois.fr, adresse internet : <https://marchespublics-clayes-sous-bois.omnikles.com> .

Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus : Mairie des Clayes sous Bois Service Réglementation-Commande publique.

Correspondant : M. Gauffre Laurent, Responsable du service Réglementation-Commande publique,



BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

place Charles de Gaulle, 78340 Les Clayes-sous-Bois, , tél. : 01-30-79-38-52, , télécopieur : 01-30-79-38-79, , courriel : gauffre.laurent@lesclayessousbois.fr, adresse internet : <https://marchespublics-clayes-sous-bois.omnikles.com> .

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Versailles 56, avenue de Saint Cloud 78000 Versailles, tél. : 01-39-20-54-00, courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr adresse internet : <http://versailles.tribunal-administratif.fr/> .

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : Greffe du Tribunal administratif de Versailles 56, avenue de Saint Cloud 78000 Versailles, tél. : 01-39-20-54-00, courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr adresse internet : <http://versailles.tribunal-administratif.fr/> .